Études d'histoire religieuse

L'action missionnaire catholique québécoise au Chili (1948-1990) : politisation du discours et de l'action sociale des oblats de Marie Immaculée

Véronic Archambault

Volume 77, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1008398ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1008398ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)
1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Archambault, V. (2011). L'action missionnaire catholique québécoise au Chili (1948-1990) : politisation du discours et de l'action sociale des oblats de Marie Immaculée. *Études d'histoire religieuse*, 77, 71–83.
<https://doi.org/10.7202/1008398ar>

Résumé de l'article

L'évolution du discours et de l'action sociale des oblats de Marie Immaculée au Chili entre 1948 et 1990 a été marquée par cinq moments particuliers: l'arrivée des oblats au Chili, le concile Vatican II, l'élection de Salvador Allende, la dictature d'Augusto Pinochet et la transition vers la démocratie. L'étude du contexte historique démontre que plus la contestation sociopolitique est forte dans le pays, plus la politisation des missionnaires est exacerbée. Si dans un premier temps, le conservatisme politique relatif du Chili va de pair avec une certaine orthodoxie de la mission, la période 1970-1973 marque une radicalisation de la vie politique chilienne qui mène à une politisation plus importante des missionnaires. La dictature freine cette politisation qui est par la suite faiblement relancée au moment de la transition vers la démocratie.

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'action missionnaire catholique québécoise au Chili (1948-1990) : politisation du discours et de l'action sociale des oblats de Marie Immaculée

Véronic Archambault¹

Résumé : L'évolution du discours et de l'action sociale des oblats de Marie Immaculée au Chili entre 1948 et 1990 a été marquée par cinq moments particuliers : l'arrivée des oblats au Chili, le concile Vatican II, l'élection de Salvador Allende, la dictature d'Augusto Pinochet et la transition vers la démocratie. L'étude du contexte historique démontre que plus la contestation sociopolitique est forte dans le pays, plus la politisation des missionnaires est exacerbée. Si dans un premier temps, le conservatisme politique relatif du Chili va de pair avec une certaine orthodoxie de la mission, la période 1970-1973 marque une radicalisation de la vie politique chilienne qui mène à une politisation plus importante des missionnaires. La dictature freine cette politisation qui est par la suite faiblement relancée au moment de la transition vers la démocratie.

Abstract: The evolution of the speech and the social actions of the Oblates of Mary Immaculate in Chile between 1948 and 1990 was forged by five specific historical moments : the arrival of the Oblates in Chile, the Second Vatican Council, the election of Salvador Allende, the dictatorship of Augusto Pinochet and the transition to democracy. The study of the historical context shows that the stronger the socio-political contestation is in the country, the higher the missionaries became politicized. If at first the political conservatism of Chile is associated with the orthodoxy of the mission, the period between 1970 and 1973 shows a radicalization of the Chilean political life that leads to a greater politicization of the missionaries. Dictatorship put a stop to this politicization that is then slightly revived when the transition to democracy occurs.

L'effort missionnaire catholique québécois en Amérique latine entre 1950 et 1980 s'inscrit dans le contexte des bouleversements liés à l'apparition

1. Véronic Archambault est titulaire d'une maîtrise en histoire de l'Université du Québec à Montréal.

des nouveaux modèles politiques du socialisme et du marxisme dans une région où le manque d'effectifs catholiques était criant. À la suite du concile Vatican II, cet effort s'est intensifié partout en Amérique latine et particulièrement au Chili. Ce pays représente, par son histoire politique unique, le laboratoire de recherche idéal pour étudier l'évolution de l'action sociale et du discours des missionnaires québécois catholiques en Amérique latine. En effet, le pays a vécu, dans un intervalle de temps relativement court, de nombreuses transformations sur le plan politique qui ont marqué le cours de son histoire. Le Chili est à cet égard le miroir du continent sud-américain puisqu'il a connu les principaux éléments caractéristiques de la vie politique de la région dans la seconde moitié du siècle dernier, soit la montée des idéologies radicales de gauche et la prise du pouvoir par les forces armées.

Les années 1950 à 1980 ont aussi été marquées par des transformations sans précédent dans l'histoire du catholicisme du XX^e siècle. Le concile Vatican II a remis en question l'attitude de l'Église par rapport aux idéologies de gauche et a redéfini considérablement les priorités de l'action catholique dans le monde. La figure du pauvre est devenue le centre de cette action et une nouvelle attention a été portée à l'Amérique latine. Considérée comme l'un des principaux bastions du catholicisme dans le monde, cette position semble tout à coup ébranlée. Au Québec, ces années sont reconnues comme le moment consacrant un certain rejet de la religion et du conservatisme qui y était associé, mais l'étude de l'œuvre missionnaire au Chili ouvre une nouvelle fenêtre sur cette page peu connue du catholicisme québécois.

Cet article propose de mettre en parallèle les transformations du contexte politique chilien de même que celles du catholicisme international avec l'évolution de l'action sociale et du discours des missionnaires québécois catholiques qui ont effectué un séjour au Chili entre 1948 et 1990. Cette démarche nous permettra d'analyser l'évolution de la pensée missionnaire depuis l'arrivée de la plus importante congrégation en présence au Chili, les oblats de Marie Immaculée, jusqu'à la fin de la dictature d'Augusto Pinochet. Plus précisément, notre étude se penchera sur le processus de politisation des religieux au contact du pays hôte, ainsi que sur les différentes actions qui en ont résulté. Quels ont été les événements, politiques ou religieux, qui ont forgé cette politisation ? Est-ce un élément généralisé ou n'a-t-il touché qu'une minorité de la communauté missionnaire ? Enfin, la politisation des religieux en mission au Chili a-t-elle été généralement modérée ou au contraire radicale ?

Dans un premier temps, nous aborderons l'évolution du discours et de l'action sociale des oblats depuis leur arrivée au Chili en 1948 jusqu'au coup d'État de septembre 1973. Ceci nous permettra de situer l'action missionnaire catholique québécoise au Chili dans sa première phase tout en mettant l'accent sur les différentes forces de changement qui ont peu

à peu modelé l'action missionnaire. Nous identifierons également les transformations générées par l'élection d'un gouvernement socialiste à la tête du Chili sur l'œuvre missionnaire, tant sur le plan du discours que de l'action sociale. Dans un deuxième temps, nous étudierons l'évolution de la perspective missionnaire dans la tourmente politique de la dictature, soit de 1973 à 1990. Nous analyserons alors la perception de la dictature dans le discours missionnaire de même que son impact sur l'action sociale des religieux québécois au Chili.

I. L'établissement des oblats de Marie Immaculée au Chili (1948-1962)

L'engagement des oblats au Chili débute en 1945 lorsque le Père Pierre-Paul Asselin se rend à Santiago afin de participer à un congrès de l'Action catholique². Lors de cette rencontre, l'Église chilienne se montre intéressée par le travail accompli par les Pères oblats dans le milieu ouvrier canadien. L'évêque de Santiago présente alors une requête officielle afin d'obtenir la présence de quelques oblats au Chili. La Seconde Guerre mondiale et les engagements des oblats en Afrique empêchent pour un temps ces derniers de répondre à la volonté de l'évêque mais, en décembre 1947, le Père Albert Sanschagrin devient le premier oblat canadien à s'établir au Chili³.

Dans un premier temps, les oblats s'installent dans le nord du Chili. Ils travaillent principalement auprès des mineurs de salpêtre, d'abord dans la province de Tarapacá, puis dans celle d'Antofagasta. Au cours de la décennie 1950, la présence des missionnaires catholiques québécois au Chili répond à trois objectifs distincts. Les religieux québécois en mission au Chili se posent, dans un premier temps du moins, comme les gardiens d'une conception plus orthodoxe de la religion face au catholicisme chilien, dénaturé par le manque d'encadrement. La progression des Églises protestantes dans la région est également considérée comme un facteur décisif pour l'établissement des oblats dans la région en 1948. Cependant, dans un pays où le catholicisme est si fortement rattaché au sentiment identitaire et étroitement imbriqué dans la vie culturelle, le protestantisme n'est pas considéré comme le plus important péril planant sur la région⁴. Enfin, le communisme qui menace d'apparaître dans cette société si fortement divisée entre riches et pauvres

2. Archives des oblats de Marie Immaculée (AOMI), Fonds 4J2/69- (Chili, correspondance et documents 1983-1990), Oscar González o.m.i., et Laurent Roy o.m.i., « Les oblats au Chili », *Association d'études et de recherches oblats*, p. 1.

3. Philippe Normand, o.m.i., « Deux ans de négociation », *Apostolat*, vol. 49, no 2 (mars-avril 1978), p. 10.

4. Sylvestre Juergens, s.m., « L'Amérique latine », *Message de l'Union missionnaire du clergé*, vol. XIV, no 5 (avril-juin 1958), p. 281

est le troisième problème soulevé par les religieux québécois pour justifier leur engagement au Chili.

Dans les années 1950, les missionnaires oblats œuvrent principalement au sein des paroisses, fournissant ainsi l'encadrement religieux et moral souhaité au peuple chilien. L'activité pastorale et l'administration des sacrements se situent alors au cœur de l'action missionnaire. Toutefois, vers la fin des années 1950, les missionnaires constatent que la population, malgré un plus grand encadrement paroissial, s'éloigne toujours de l'Église. C'est dans ce contexte, également marqué par l'avancée du communisme, que les missionnaires canadiens commencent à s'impliquer plus activement dans la vie communautaire de leurs paroissiens. Favorisant une nouvelle approche, ils décident d'affronter les communistes sur leur propre terrain et collaborent à différents projets sociaux, comme des syndicats catholiques et des coopératives agricoles⁵. La participation des oblats à l'amélioration des conditions de vie de leurs paroissiens vise ainsi, au départ, à défendre les intérêts catholiques au Chili.

II. De Vatican II à l'élection d'Allende (1962-1970)

Au cours de la première moitié de la décennie 1960, le concile Vatican II provoque une remise en question profonde des fondements de la mission. En parallèle avec le discours religieux apparaissent dès lors un discours et une action sociopolitique qui positionnent la figure du pauvre au cœur de la pensée missionnaire. Vatican II bouleverse profondément la perception de nombreux missionnaires quant à leur rôle pastoral et mène à une nouvelle compréhension de la mission. Ainsi, le Père Paul E. Laberge, dans une lettre au Père Jacques Pasquier, affirme que Vatican II a marqué un tournant fondamental dans sa compréhension de l'Église catholique : « Le renouvellement théologique, encore à ses débuts, m'a aidé à me libérer d'un certain dogmatisme et m'a permis d'entreprendre une recherche personnelle plus critique de la foi »⁶.

Dans la première moitié des années 1960, le discours et l'action sociale des missionnaires québécois catholiques du Chili sont donc modelés par le contexte religieux mondial qui ouvre la voie à une plus grande implication sociale de l'Église. Cependant, durant l'année 1964, le contexte politique chilien agité, marqué entre autres par l'élection du démocrate-chrétien Eduardo Frei, laisse entrevoir dans le discours missionnaire une plus grande

5. AOMI, Fonds 4J2/57- (Chili, correspondance et documents -aussi Bolivie 1959), « Lettre de Jorge Manrique à Albert Sanschagrin », s. d.

6. AOMI, Fonds 4J2/65- (Chili, correspondance et documents 1970-1972), « Lettre de Paul E. Laberge à Jacques Pasquier », 23 juin 1971.

importance du thème politique. En effet, alors que le sujet n'était mentionné auparavant que dans le contexte de la lutte au communisme, au cours de l'année 1964, les religieux québécois démontrent un nouvel intérêt pour la vie politique chilienne, tributaire d'une certaine inquiétude par rapport à l'avenir de la mission.

Dans la seconde moitié des années 1960, on note plusieurs transformations à la fois dans le discours et dans l'action sociale des religieux québécois en mission au Chili. Dans un premier temps, un intérêt plus marqué pour les conditions sociales de la population chilienne apparaît. Cette époque marque une nouvelle étape dans l'évolution du discours où l'action sociale est de plus en plus considérée comme une nécessité de l'œuvre missionnaire. On dénote alors dans le discours, en parallèle avec l'intérêt pour la misère spirituelle du peuple chilien, une préoccupation croissante pour sa misère matérielle. Ainsi le Père Guy Boulanger affirme en 1969 que «c'est un devoir pour tout être humain, et à plus forte raison tout prêtre et tout missionnaire, de travailler au développement social»⁷. Cependant, si certains religieux sont enthousiastes face à la politique et semblent sensibles aux idées socialistes, il ne faut pas conclure que toute la communauté est gagnée à la cause. Au contraire, les documents de 1969 attestent de l'inquiétude de certains membres de la congrégation face à l'agitation politique et à la perspective de l'élection d'un gouvernement socialiste.

Si la seconde moitié de la décennie 1960 apporte son lot de transformations dans le discours missionnaire, l'action sociale n'est pas en reste. Ainsi, l'action éducative des missionnaires se tourne désormais vers les communautés juvéniles et se traduit par une évolution de l'éducation plus formelle et spirituelle vers une éducation où l'accent est mis sur l'entraide et la formation des dirigeants de demain. L'action politique des missionnaires dans les communautés juvéniles demeure modérée. Elle démontre néanmoins que leur action sociale, qui n'avait auparavant qu'un objectif strictement évangélisateur, est, vers la fin des années 1960, également concernée par l'aspect sociopolitique de la situation.

La réception du nouveau discours des missionnaires oblats par les supérieurs de la congrégation, au Québec comme au Chili, est marquée par une grande prudence. Un certain décalage apparaît dès lors entre les oblats du Chili et ceux du Canada. En effet, alors que les premiers souhaitent s'engager activement dans ce qu'ils considèrent l'avenir du pays, les seconds suggèrent plutôt un retour aux sources vers un passé rassurant et politiquement neutre. Ainsi, pour le supérieur provincial, en visite au Chili en 1970, l'engagement de certains oblats dans la vie politique et la préoccupation plus grande des

7. Guy Boulanger, o.m.i., «Le missionnaire, un éveillé de communautés chrétiennes», *Apostolat*, vol. 40, no 1 (janvier-février 1969), p. 17.

missionnaires pour le peuple et ses besoins que pour le monde oblat et ses exigences sont considérés comme des problèmes⁸. À la veille de l'élection d'Allende, la communauté oblate n'est plus ce qu'elle était lors de son établissement au Chili en 1948. Le changement le plus marquant est cette nouvelle ouverture par rapport au domaine sociopolitique inscrite dans le discours et, quoique de façon plus restreinte, dans l'action sociale des missionnaires.

III. Le gouvernement de l'Unité populaire : trois années décisives (1970-1973)

Un tournant important survient dans l'histoire de la mission oblate du Chili avec l'élection en 1970 de Salvador Allende à la tête du premier gouvernement socialiste démocratiquement élu de l'Amérique latine. Les idées exprimées dans le discours missionnaire subissent alors une radicalisation importante par rapport à ce qui existait auparavant. Chez certains missionnaires, car nous aurions tort de généraliser, le discours exprime une vision du monde définitivement inspirée par les doctrines socialiste et communiste : « Il n'y a pas pour nous de Tiers-monde, car il n'y a seulement que deux mondes : celui des exploités et celui des exploités »⁹. Le thème de la libération politique et sociale est par ailleurs récupéré à de nombreuses reprises dans le discours et s'impose comme un aspect fondamental de l'élaboration de la pensée politique de plusieurs missionnaires.

L'arrivée au pouvoir en septembre 1970 du gouvernement socialiste de l'Unité populaire et le climat d'attente, d'espoir et d'effervescence qu'il suscite au pays ont également d'importantes conséquences sur l'action missionnaire des oblats. On remarque des différences indéniables dans le choix des œuvres que les oblats souhaitent dorénavant accomplir au Chili. Ainsi, l'encadrement religieux traditionnel de la société, qui était l'objectif premier de la mission des Pères oblats à leur arrivée au Chili, n'est plus la priorité pour la communauté et les missionnaires québécois cherchent à réorienter leur action : « ceux qui dédient la majorité de leur temps à cet apostolat se demandent, étant donné le caractère aliénant que représentent pour les gens les actes de religiosité populaire, s'il vaut la peine de continuer dans cette voie qui a peu de rendement apostolique »¹⁰. Par ailleurs, le travail

8. AOMI, Fonds 4J2/64- (Chili, visite du provincial en Afrique et en Amérique latine 1970), s. d.

9. AOMI, Fonds 4J2/65- (Chili, correspondance et documents 1970-1972), « Lettre de Yves Laneuville à Aurélien Giguère », décembre 1971.

10. AOMI, Fonds 4J2/65- (Chili, correspondance et documents 1970-1972), « XXVIII *Capitulo general. Informe de la provincia de Chile* », Iquique, août 1971, p. 9.

entamé dans la seconde moitié de la décennie 1960 auprès des communautés juvéniles s'intensifie. Les missionnaires jugent dorénavant que le travail de conscientisation auprès des jeunes afin de les préparer à prendre une part active à la libération économique, politique, sociale, et religieuse de l'Homme, doit être une exigence naturelle de l'action sociale¹¹.

Cette politisation affirmée à la fois dans le discours et dans l'action missionnaire suite à l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende provoque de nombreux bouleversements dans la communauté et un clivage durable s'installe entre les oblats de différentes tendances politiques. On peut déceler trois tendances principales dans la congrégation oblate à cette époque. D'abord, ceux qui entretiennent toujours un profond attachement au rôle traditionnel du prêtre dans la société caractérisent la tendance plus conservatrice. L'élaboration d'une stratégie pastorale concertée, qui vise en premier lieu le clergé local, est pour eux le moyen privilégié pour remplir la mission. La seconde tendance réunit ceux qui croient que la mission évangélisatrice de l'Église nécessite un rapprochement plus significatif avec la population et peut être considérée comme modérée. Cette tendance est celle qui prévaut immédiatement après Vatican II et ses partisans demeurent attachés aux valeurs exprimées lors du concile. Enfin, la dernière tendance est celle, plus radicale, des missionnaires qui perçoivent la misère non plus sur le plan spirituel, mais sur le plan sociopolitique. Les tenants de cette dernière tendance sont ceux qui affirment que «les structures socio-économiques capitalistes gardent les hommes du Chili aliénés et incapables de réaliser un environnement social juste et fraternel qui leur permettraient de découvrir le sens intégral de leur vie»¹². Les missionnaires qui se réclament de cette option, pour accomplir leur objectif de libération intégrale de l'Homme, situent généralement leur action en dehors de la communauté. Ils travaillent directement avec les ouvriers et ils accompagnent ces derniers dans leurs luttes politiques, délaissant souvent complètement le rôle traditionnel du prêtre. Les missionnaires oblats affirment par ailleurs, dans le rapport du chapitre général de 1972, que ce dernier groupe est le plus important au sein de la congrégation¹³.

L'âge est un facteur qui détermine la tendance. Ainsi, les missionnaires qui sont au Chili depuis les tout débuts de la mission sont généralement rassemblés dans la première catégorie, plus conservatrice. Il existe donc une coupure générationnelle au sein de la communauté oblate qui s'accompagne d'une vision différente du rôle du prêtre et de l'Église dans la société. Le lieu d'exercice de la mission est également un facteur significatif dans

11. *Ibid.*, p. 9.

12. *Ibid.*, p. 7.

13. *Ibid.*

la répartition des missionnaires entre les différentes tendances. En effet, la branche la plus conservatrice est demeurée dans le nord, auprès des mineurs de salpêtre, alors que la capitale est le lieu de prédilection des plus radicaux qui cherchent ainsi à se rapprocher du monde ouvrier et des penseurs socialistes.

Ces trois orientations ne cohabitent pas aisément. L'autorité, plus généralement issue de la première tendance, cherche à limiter l'action politique de certains missionnaires, ce qui crée des tensions au sein de la communauté. La crise qui éclate à l'intérieur de la congrégation au début de la décennie 1970 se mesure notamment par l'augmentation du nombre de demandes de sécularisation. Ainsi, entre 1969 et 1972 seulement, onze demandes de laïcisation sont déposées par les missionnaires oblats du Chili. Si dans la seconde moitié de la décennie 1960 la plupart des demandes de laïcisation relèvent de motivations personnelles, entre 1970 et 1973, ce sont les structures de la mission qui sont remises en cause. Ainsi, Paul E. Laberge, récemment laïcisé, évoque en 1972 les raisons qui l'ont poussé à se retirer de l'ordre : « Une longue réflexion sur la nature et les conditions de la libération humaine m'a conduit à découvrir l'inadéquation des structures actuelles de l'évangélisation¹⁴ ». Cette situation reflète une crise identitaire chez les religieux qui, bien qu'elle ne soit pas exclusive au Chili, paraît tributaire de la situation politique et sociale polarisée du pays. Les tensions entre les différentes tendances au sein de la communauté, une nouvelle vision politique du monde de même qu'une remise en question des structures de la mission sont par ailleurs les raisons les plus souvent invoquées afin de justifier la requête.

IV. Le coup d'État (1973-1974)

La répression mise en place par les militaires chiliens, suite au coup d'État de septembre 1973, est immédiate et brutale. Aucun secteur de la société n'est épargné, pas même la puissante Église catholique. De nombreux missionnaires étrangers, dont plusieurs oblats du Québec, sont alors expulsés du pays ou interdits de retour, officiellement ou à cause de la menace que représente la répression militaire pour leur intégrité physique. Au cours de l'année 1973, treize oblats sont ainsi chassés du Chili. L'action politique des oblats semble alors la raison principale de leur expulsion. Il ne reste au pays que 22 membres de la communauté oblate québécoise en 1974 alors qu'en 1967, ils étaient près de 80. Le coup d'État a donc dès septembre un impact significatif sur les assises de la mission.

14. AOMI, Fonds 4J2/65 (Chili, correspondance et documents 1970-1972), « Questionnaire en vue de préparer le chapitre général de 1972 », 23 juin 1971, p. 1.

Les missionnaires chassés du pays se regroupent alors dans le comité Québec-Chili dont l'objectif est d'éviter l'exécution des travailleurs chiliens, de faciliter l'accueil des réfugiés et d'organiser des actions de protestation afin de faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il défende les droits des exilés et des prisonniers politiques¹⁵. Dès leur retour au pays, les missionnaires cherchent à sensibiliser le public canadien à la cause des Chiliens, à travers l'action du comité Québec-Chili, mais également grâce à de nombreuses lettres ouvertes et entrevues publiées dans différents journaux montréalais et québécois. Les témoignages des oblats, par l'autorité morale des missionnaires de même que par leur qualité de témoins oculaires, ont un impact certain dans la presse québécoise. La dénonciation de la dictature dans les journaux apparaît dès lors comme une nouvelle forme d'action sociale des missionnaires québécois en faveur du Chili dans une situation où l'action directe est impossible.

La diffusion du discours des oblats expulsés à la suite du coup d'État dans la société québécoise permet de constater les différences d'interprétation entre eux et les missionnaires demeurés au Chili. La division dans la communauté, apparue suite à l'élection d'Allende, est ainsi confirmée après le coup d'État. En effet, les missionnaires oblats demeurés au Chili élaborent, durant les premières années de la dictature, un discours opposé à celui des religieux expulsés du pays. Ainsi, le père Maurice Veillette confirme la nécessité du coup d'État en 1973 et la légitimité de la junte militaire qui gouverne le pays : «La longue tradition de l'armée chilienne et la conscience claire de son rôle de professionnel, empêchent les militaires d'ambitionner le pouvoir politique. S'ils ont assumé cette responsabilité, c'est qu'il n'y avait pas d'autres alternatives¹⁶». Cette position, qui compte sur la bonne volonté des forces armées chiliennes afin de résoudre la crise, est en accord avec celle du clergé et de l'épiscopat chilien à l'époque.

Ces prises de position opposées, exprimées par les oblats expulsés du Chili et ceux demeurés au pays, provoquent un conflit entre les deux parties. Les journaux québécois deviennent alors l'instrument de la critique et les attaques surgissent dans les deux sens. D'une part, les missionnaires demeurés au Chili reprochent à leurs collègues expulsés une vision d'ensemble contaminée par l'idéologie marxiste et ils dénoncent leur ancienne implication dans la vie politique chilienne. D'autre part, les religieux expulsés critiquent les positions adoptées par certains missionnaires québécois demeurés au Chili. Ainsi, dans une lettre ouverte publiée dans *La Presse* le 24 novembre 1975, la communauté chrétienne chilienne de

15. *Ibid.*

16. AOMI, Fonds 4J2/71- (Chili, documentation 1975-1990), Maurice Veillette, o.m.i., «Lettre ouverte datée du 18 novembre 1973», *Le Devoir*, 16 janvier 1974.

Montréal dénonce les prêtres qu'ils jugent complices de la dictature et exprime sa consternation devant le fait que certains religieux appuient publiquement la junte¹⁷. En 1973, le discours des oblats expulsés du Chili, s'il est le plus médiatisé, est généralement mal reçu par le clergé québécois, non seulement à cause des idées socialistes qu'il véhicule, mais également à cause de la politisation des religieux qu'il sous-entend.

L'œuvre des oblats sous la dictature de Pinochet s'éloigne considérablement de ce qu'elle était sous Allende. En effet, la tendance se renverse et tout ce qui a trait au domaine politique devient de plus en plus rare, voire inexistant. Échaudée par l'expulsion des missionnaires engagés politiquement, la communauté cherche à éviter ces questions. Le rôle accordé à l'Église est toujours de réclamer la justice pour les pauvres, toutefois elle ne le fait plus en sollicitant ouvertement une plus grande justice sociale. Par rapport au discours missionnaire de la période 1970-1973, qui réclamait des changements profonds dans les structures de la société pour aider les pauvres à parvenir à leur libération, le contraste est significatif. Les missionnaires souhaitent dorénavant pallier aux conséquences de la pauvreté plutôt que de s'attaquer à ses causes. Dans le même ordre d'idées, on nie les positions de 1970 et tout ce qui concerne le domaine politique est dorénavant considéré suspect. Ce qui touche à ce thème est mis au banc des accusés :

Le pire qui pourrait vous arriver, ce n'est pas le changement ou le maintien de telle ou telle structure sociale, le succès ou l'échec d'une grève de plus ou de moins. Le pire pour votre monde serait que tant de chrétiens ne pensent plus comme chrétiens, ne parlent plus comme chrétiens, n'agissent plus comme chrétiens. On ne construit pas une maison avec des poutres pourries¹⁸

Avec le rejet des thématiques se rapportant à la politique, surgit chez les oblats un nouvel intérêt pour l'œuvre d'évangélisation. En effet, si entre 1970 et 1973 c'est le thème de la libération intégrale de l'Homme qui revient le plus souvent dans les rapports de la province du Chili, sous la dictature de Pinochet c'est celui de l'évangélisation qui retient l'attention. On note donc un retour à des préoccupations antérieures, principalement celles qui ont précédé et ont suivi immédiatement Vatican II. On reconnaît néanmoins toujours la nécessité de la relation d'aide avec les plus démunis.

Tout comme le discours, l'action sociale missionnaire connaît de nombreuses transformations suite au coup d'État. On peut parler, jusqu'à un certain point, de retour en arrière puisque l'on mise dorénavant sur une action sociale plus neutre. Au cœur de l'œuvre se trouve la « pastorale des

17. AOMI, Fonds 4J2/71- (Chili, documentation 1975-1990), Communauté chrétienne chilienne de Montréal et Chrétiens pour la solidarité avec le Chili, « Lettre des lecteurs : la persécution au Chili », *La Presse*, 24 novembre 1975.

18. AOMI, Fonds 4J2/68- (Chili, correspondance et documents 1976-1982), « Lettre de Guido Blanchette aux parents et amis missionnaires », 6 décembre 1979.

vocations», qui rappelle le premier objectif des oblats lors de leur arrivée au Chili, la formation du clergé local. Toutefois, la situation sociopolitique du Chili sous la dictature de Pinochet force les missionnaires québécois catholiques à s'adapter à de nouveaux problèmes sociaux. L'usage de la torture, la séparation des familles à cause de l'exil, les assassinats politiques et les emprisonnements injustifiés appellent notamment à une action sociale renouvelée. Le travail de certains religieux au sein du *Vicariat pour la Solidarité*, mis en place après le coup d'État par l'épiscopat chilien, en est un bon exemple. Cependant, c'est le sentiment religieux qui est présenté comme la source de ce travail social et non le sentiment d'injustice face à une dictature brutale qui engendre la pauvreté et la violence : « Nous pouvons décrire et qualifier cette œuvre du *Vicariat pour la Solidarité* comme une œuvre éminemment pastorale, inspirée de la parabole du bon Samaritain¹⁹. »

Il est intéressant de constater que vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, un renversement de situation s'opère dans la presse missionnaire québécoise. En effet, alors qu'elle condamnait le discours des missionnaires expulsés du Chili au lendemain du coup d'État en raison de l'implication politique qu'il sous-entendait, la presse missionnaire s'intéresse de plus en plus à certains thèmes qu'ils avaient privilégiés. Ainsi, la théologie de la libération connaît une plus large diffusion et l'on publie même certaines critiques du gouvernement chilien²⁰. Ceci démontre à quel point le coup d'État a affecté la mission oblate du Chili puisque les missionnaires demeurés au pays affichent alors une position plus conservatrice que celle véhiculée dans la presse catholique québécoise. Il est cependant important de souligner que, si l'on assiste bel et bien à la disparition progressive du message politique et à une présence plus importante de l'élément religieux dans le discours missionnaire, l'impact que peut avoir la censure exercée par la junte militaire à cet égard n'est pas négligeable.

V. L'œuvre missionnaire et la transition vers la démocratie (1983-1990)

La transition vers la démocratie au Chili, qui s'étend de 1983 à 1990, et le climat de contestation populaire qu'il soulève dans la société chilienne ouvre cependant la voie à une nouvelle légitimité du thème politique chez les missionnaires oblats. La position des oblats est alors alignée en grande partie sur celle de l'Église chilienne. Ainsi, si l'épiscopat avait toléré le

19. Lionel Goulet, o.m.i., *Réflexions sur l'histoire économique, sociale, politique et religieuse du Chili depuis les années 1930 à nos jours*, Texte non publié, 1989, p. 18.

20. Jacques Babin, « Dom Helder Camara et la violence des pacifiques », *Bulletin de l'Entraide missionnaire*, vol. XVI, no 2 (juin 1975), p. 226.

gouvernement de la junte au lendemain du coup d'État, la décennie 1980 marque l'opposition de plus en plus farouche de l'Église chilienne face à cette dernière.

Les contestations sociales qui secouent le Chili à partir de 1983 ne rétablissent pas immédiatement la démocratie au pays, mais elles permettent une nouvelle liberté de parole qui affecte le discours missionnaire. La critique politique surgit dès lors plus aisément dans la correspondance. On perçoit dans cette dernière l'exaspération des oblats, mais également une nouvelle indignation, ou du moins une indignation plus ouvertement affichée, par rapport au contrôle exercé par la dictature : « Par deux fois, je me suis retrouvé dans des réunions de religieux et de prêtres qui ont été dissoutes par les gaz lacrymogènes. Ici, les membres du clergé ont le privilège de recevoir les meilleurs coups de botte et les insultes les plus grossières de la part des forces de l'ordre²¹. » S'il est plus ouvertement critique, le discours demeure cependant modéré se bornant à dénoncer un régime qui a déjà perdu l'appui de la population sans appeler toutefois à son renversement.

Dans la seconde moitié des années 1980, le contexte de la mission oblate du Chili évolue considérablement. Très peu de missionnaires québécois demeurent dans les régions minières isolées puisque l'industrie du salpêtre a énormément décliné au cours de la dernière décennie. Les missionnaires sont dorénavant répartis principalement dans les quartiers pauvres des grandes villes comme Antofagasta et Santiago. Les priorités de la mission sont également redéfinies. Le premier objectif est toujours celui qui prévalait à l'arrivée des oblats au Chili en 1948 : « Tout oser pour que la congrégation devienne réellement chilienne dans le plus court délai possible grâce à des vocations du pays²² ». Cet objectif est par ailleurs partiellement atteint dans la seconde moitié des années 1980 puisque le nombre de vocations chiliennes augmente. La seconde priorité de la communauté concerne encore une fois un élément récurrent de l'histoire de la mission oblate du Chili, l'éducation, qui connaît un regain de vitalité depuis le coup d'État. La troisième priorité, quant à elle, touche l'action des oblats en faveur des droits de l'Homme, au sein du *Vicariat pour la Solidarité* entre autres, et réaffirme la nécessité pour les missionnaires de poursuivre dans cette voie.

L'action sociale des oblats du Chili ne connaît donc pas de transformation majeure entre 1974 et 1990. Elle demeure très modérée et apolitique jusqu'à la fin de la dictature. On remarque que, contrairement à ce qui avait cours sous Allende, au moment de la transition vers la démocratie

21. AOMI, Fonds 4J2/69- (Chili, correspondance et documents 1983-1990), « Lettre de Guido Blanchette, o.m.i., aux parents et amis missionnaires », 1^{er} septembre 1986.

22. Maurice Veillette, o.m.i., « Priorités missionnaires des oblats du Chili », *Apostolat*, vol. 55, no 5 (sept. 1985), p. 4.

au Chili, la politisation du discours ne se reflète pas dans l'action sociale des missionnaires. La fin de la dictature et le rétablissement de la démocratie ne font que confirmer cet état de fait alors que le contexte sociopolitique chilien et mondial se prête moins à la politisation du discours et de l'action missionnaire.

Conclusion

En conclusion, une évolution significative de la politisation du discours et de l'action sociale des missionnaires québécois catholiques au Chili peut être observée entre 1948 et 1990. D'une part, cette évolution se fait en parallèle avec celle du contexte religieux mondial et sociopolitique chilien et n'est pas toujours ascendante puisqu'elle est freinée au moment de la dictature. D'autre part, si la politisation du discours et de l'action sociale a parfois été radicale, elle n'a jamais fait l'unanimité dans la congrégation.

Si notre recherche a apporté de nouveaux éléments dans l'étude de l'œuvre missionnaire catholique québécoise en Amérique latine, de nombreux points restent toutefois à éclaircir. D'abord, il serait pertinent de chercher à comparer la politisation des missionnaires en Amérique latine dans les années 1970 avec celles des religieux demeurés au Québec. Le Québec connaît aussi une série de bouleversements sociaux et politiques qui remettent en question l'ordre établi, même s'ils sont à moindre échelle. Dès lors, peut-on croire que le même type de politisation apparaît chez les religieux québécois comme chez les missionnaires du Chili ? Nous avons abordé brièvement la question de l'action missionnaire dans la société québécoise lors du retour au pays des religieux, mais cet élément mériterait également de plus amples précisions. Il serait souhaitable de retracer les domaines d'activité qui ont attiré les missionnaires du Chili une fois de retour au Québec afin de mesurer l'impact socioreligieux de l'expérience chez les missionnaires. Sont-ils généralement demeurés dans les ordres, et si oui ont-ils cherché à modifier les structures de l'évangélisation au Québec comme ils l'avaient fait au Chili ? De telles études pourraient par ailleurs mettre en relief les différentes caractéristiques internes, âge, éducation, et classe sociale, qui ont modelé le discours et l'action missionnaire.